

## 50 ANS D'OCCUPATION MILITAIRE DE LA PALESTINE PAR ISRAËL

---

**Par Claude Lacaille – Comité de Solidarité/Trois-Rivières**

*Lettre ouverte publiée dans le Nouvelliste du 20 juin 2017*

Il y a 50 ans, le 5 juin 1967, Israël lançait une guerre éclair contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. En prenant le contrôle de la Cisjordanie, de Gaza, du Sinaï, du plateau de Golan et de Jérusalem, cette « guerre des 6 jours » marquera le début de l'occupation militaire de la Palestine. Aussi, dès le 22 novembre 1967, le Conseil de sécurité de l'ONU adopta, à l'unanimité, la résolution 242, qui exigeait le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ».

La guerre des 6 jours aboutit à l'occupation de toute la Palestine par Israël qui n'a cessé de s'emparer de terres palestiniennes tout au long de ce demi-siècle, parfois à l'initiative même du gouvernement de Tel Aviv, ou sinon par des invasions de colons ultra-orthodoxes et nationalistes et ce, toujours à l'encontre du droit international. Aujourd'hui, 500 000 Israéliens occupent des terres palestiniennes volées à leurs propriétaires, avec la complicité de l'État d'Israël qui pratique la politique du fait accompli. Il est à noter que 15 % de ces colons juifs viennent des États-Unis, premier allié d'Israël.

À partir de 2002, Israël a entrepris la construction d'un énorme mur de séparation de 700 kilomètres pour isoler d'avantage la population palestinienne, grugeant ainsi 8,5% du territoire. Ce mur, muni de points de passage ultrasophistiqués, prétend assurer la sécurité d'Israël. Elle constitue en réalité une véritable situation d'apartheid avec des conséquences humanitaires dramatiques pour la population. Celle-ci est confinée dans son territoire, soumise à des traitements humiliants et cruels, considérée comme indésirable. On empêche les gens de circuler, d'aller à l'hôpital, à l'école, au travail ; l'eau est confisquée par l'occupant et déviée au profit des colons illégaux ; l'approvisionnement en produits de première nécessité manque cruellement. Gaza est bombardée régulièrement.

Il est temps de secouer nos consciences devant cette situation d'apartheid et de nettoyage ethnique et de dénoncer ce crime contre l'humanité. La résistance du peuple palestinien est courageuse et ne flanche pas, mais la situation politique internationale est bloquée. C'est pourquoi il est urgent d'intensifier la solidarité internationale des peuples en appuyant la campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) lancée par la société civile de Palestine, mobilisation en constante croissance dans les pays d'Europe et d'Amérique. Lors de son assemblée générale annuelle le 9 juin dernier, l'Association québécoise des organisations de coopération internationale (AQOCI), regroupant 65 organismes, a voté à l'unanimité son appui à la campagne BDS. Ainsi, par un moyen pacifique tout à fait légitime et très efficace, nous pourrions faire entendre raison à Israël pour qu'il se conforme au droit international, mette fin à l'apartheid de la population palestinienne et se retire des territoires occupés depuis 50 ans.